

(EU) UE/POSTES: pas d'accord en vue au Conseil de juin sur les services postaux - Nouvelle charge de M. McCreevy pour la libéralisation postale totale dès 2009

Agence Europe

Bruxelles, 24/05/2007 (Agence Europe) - Mercredi 24 mai, les ambassadeurs des États membres auprès de l'UE ont abordé la question de la **libéralisation** du dernier domaine du secteur **postal** pouvant encore être réservé à un monopole public, à savoir le traitement du courrier de moins de 50 grammes. À un stade encore précoce, les discussions en cours ne permettront pas d'aboutir à un accord lors de la réunion des ministres compétents le 7 juin prochain à Luxembourg. Ce jour-là, la Présidence allemande fera simplement rapport aux délégations sur l'avancement des travaux. Une délibération publique aura lieu et sera poursuivie lors du déjeuner des ministres.

Depuis Strasbourg, le Commissaire McCreevy en charge du marché intérieur a lancé mercredi 23 mai un nouvel appel en faveur du respect de la date de 2009 pour l'ouverture totale du secteur **postal** à la concurrence, lors d'un dîner organisé par le mouvement « Free and Fair **Post** Initiative ». « J'entends beaucoup de spéculation sur la date. (...) 2009 ne va pas apporter le chaos et la tragédie que certains voudraient nous faire croire. Au contraire, l'ouverture du marché en 2009 introduirait une concurrence contrôlée et régulée qui apportera de nouvelles idées, de nouveaux modèles commerciaux et de nouveaux services. La question n'est pas de diviser le gâteau différemment mais d'accroître le gâteau pour qu'il y en ait plus pour tout le monde ». Il a réitéré ses critiques envers certains États membres fondateurs - Belgique, France, Luxembourg - qui militeraient pour un report de la **libéralisation** afin d'accorder plus de temps de préparation aux pays ayant adhéré en 2004 (voir EUROPE N° 9427). Il s'est aussi félicité de la position de nouveaux États membres tels que la Bulgarie qui préconiseraient une ouverture à la concurrence dès 2009. Et d'ajouter: « Nous avons proposé de nous en tenir à la date ayant fait l'objet d'un accord. (...) Je n'ai pas encore entendu une raison impérieuse pour laquelle la date devrait être modifiée ». Au Parlement européen, parmi les commissions parlementaires ayant déjà voté pour avis, seule la commission du marché intérieur a plaidé pour le maintien du calendrier préconisé par la Commission. La position en faveur d'une ouverture totale du secteur **postal** à la concurrence dès 2009 y serait même minoritaire (voir EUROPE N° 9428).

Le Commissaire McCreevy a par ailleurs rejeté toute nouvelle étude que réclament les parties prenantes peu convaincues des bienfaits d'une **libéralisation** n'apportant pas de garanties sur le financement du service **postal** universel dans un environnement concurrentiel: « Je ne peux pas prendre au sérieux l'appel en faveur d'études ultérieures. Toutes les options ont été étudiées en long et en large. Toutes les études pointent dans la même direction, c'est-à-dire vers le fait que des marchés ouverts et compétitifs constituent la seule option valable pour le secteur **postal** ». Il se réfère aux deux études externes que la Commission a publiées l'été dernier préconisant le maintien du calendrier (voir EUROPE N° 9242).

Suite aux déclarations du Commissaire en charge du marché intérieur, les syndicats du secteur **postal** ont appelé à la « démission » de M. McCreevy accusé d'« échouer à garantir le financement du service **postal** universel aux citoyens avec son sprint à la dérégulation de la **poste** en Europe », indique un communiqué d'UNI-Europa, la branche européenne de la centrale syndicale européenne. « Le Commissaire McCreevy devrait démissionner, des services essentiels au public ont besoin d'être protégés du dogme néolibéral. L'intégration européenne est pour les peuples, pas seulement pour les marchés », déclare Bernadette Ségol, Secrétaire régional d'Uni-Europa. Selon elle, « la suppression des protections permettra aux opérateurs privés de se déplacer et de choisir les activités commerciales profitables et d'ignorer ceux qui vivent dans des communautés plus éloignées ». La centrale syndicale planifie deux journées d'action pour protester contre la **libéralisation** du secteur **postal**, l'une à Berlin le 30 mai et l'autre dans toute l'UE le 6 juin.

Au Royaume-Uni où la **libéralisation** des **postes** est une réalité depuis 2006, 2500 bureaux de **poste**, soit un cinquième du nombre total, devraient fermer leurs portes d'ici à 2009, a récemment annoncé Alistair Darling, Secrétaire d'État britannique au commerce et à l'industrie, selon la presse britannique. (mb)